



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT DEROGATION A DISTANCE
D'IMPLANTATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
D'UNE RESIDENCE TOURISME CHEMIN DE COLLEN A LEPINE.**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la santé publique;

Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Monsieur Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Marc DEL GRANDE en qualité de Secrétaire Général de préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectifs et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ ;

Vu l'arrêté du Préfet coordonnateur de bassin approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin ARTOIS-PICARDIE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-10-65 en date du 20 mars 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc DEL GRANDE, Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

Vu la demande de dérogation à distance au titre de l'article 6 de l'arrêté du 21 juillet 2015, présentée par la SCI FABENGAU représentée par Monsieur FIOLET en date du 7 juillet 2017, pour l'installation d'un filtre à sable de 120 EH pour le traitement des eaux usées nécessaire au projet sis Chemin de Collen à LEPINE (62170) ;

Vu l'avis favorable du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois en date du 26 juin 2017 ;

Vu l'avis réputé favorable de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France ;

Vu la fiche O du 20 mai 2016 du ministère de l'environnement relative aux dispositions spécifiques aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO₅ ;

Considérant que l'installation est située à moins de 100 mètres des habitations ;

Considérant les justifications et les dispositions préventives présentées dans le dossier de conception en matière de maîtrise des nuisances olfactives et sonores ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

ARRETE

Article 1 : Objet de la dérogation

La SCI FABENGAU représentée par Monsieur FIOLET est autorisée à déroger aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 21 juillet 2015 pour implanter le système d'assainissement non collectif sis Chemin de Collen à LEPINE (62170) (capacité de 120 EH) à une distance inférieure à 100 m des habitations voisines et des bâtiments recevant du public.

Article 2 : Dispositions générales

Le permissionnaire se conformera aux prescriptions générales édictées par l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015.

Les moyens techniques tels que décrits dans le dossier déposé le 7 juillet 2017, seront mis en œuvre pour préserver les riverains des nuisances et risques sanitaires.

En cas de survenance de nuisances sonores et/ou olfactives, le permissionnaire prendra toutes les dispositions pour en limiter les effets.

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 5 : Publications et informations des tiers

Une copie du présent arrêté est transmise pour information à la mairie de la commune de Lépine.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales descriptions sera affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairie de Lépine.

Le présent arrêté est à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais pendant une durée d'au moins un an.

ARTICLE 6 : Voies et délais susceptibles de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, et notamment au tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 7 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCI FABENGAU représentée par Monsieur Thierry FIOLET – Chemin de Collen à LEPINE (62170).

ARRAS, le 2 NOV. 2017

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général

Marc DEL GRANDE

